

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201601]

**20 FEVRIER 2014. — Décret relatif au plan langues  
et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 10 avril 2003  
relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises*

**Art. 2.** Dans le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, modifié par les décrets du 14 juin 2007, 22 novembre 2007, 6 novembre 2008, 10 décembre 2009, 22 juillet 2010, 19 décembre 2012 et 11 décembre 2013, ci-après dénommé le décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article 2:

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé comme suit :

« 2° « petite ou moyenne entreprise » : la micro, petite ou moyenne entreprise telle que définie par l'article 2 de l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (J.O.U.E., L214, 9 août 2008, p. 3) à l'exception des associations sans but lucratif; »;

b) au 3°, les mots « du Règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides d'État en faveur des petites et moyennes entreprises; » sont remplacés par les mots « du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité; »;

c) le 4° et le 5° sont abrogés;

d) au 7°, les modifications suivantes sont apportées :

i. le mot « effectivement » est inséré entre les mots « heures de formation » et les mots « prestées par le personnel »;

ii. les mots « ou par des formateurs vacataires ou des formateurs liés par contrat d'entreprise » sont remplacés par les mots « ou par des formateurs liés par contrat d'entreprise à une entreprise agréée comme opérateur de formation ou par des formateurs vacataires »;

iii. la phrase est complétée par les mots « ainsi que, le cas échéant, les heures consacrées à l'évaluation des compétences acquises par les personnes visées à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°; »;

e) le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un 12° rédigé comme suit :

« 12° « indépendant » : toute personne physique qui exerce sur le territoire de la Région de langue française une activité professionnelle à titre principal ou à titre complémentaire, en raison de laquelle elle n'est pas engagée dans les liens d'un contrat de travail ou d'un statut; »;

2° le paragraphe 2 est complété d'un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut fixer le nombre d'heures maximales qui sont consacrées à l'évaluation. ».

**Art. 3.** Dans l'article 3, les mots « au Règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité CE aux aides à la formation (J.O.C.E., L 10 du 13 janvier 2001) » sont remplacés par les mots « au Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité ».

**Art. 4.** Dans l'article 4, 1°, du même décret, les mots « des travailleurs d'une petite ou moyenne entreprise » sont remplacés par les mots « des personnes visées à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 5.** Au chapitre premier, intitulé « CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du chèque-formation* », il est inséré un article 4bis rédigé comme suit :

« Art. 4bis. Le chèque-formation est destiné à prendre en charge une partie des coûts de la formation qui présente un lien direct avec le métier exercé par l'indépendant ou le travailleur, ou, le cas échéant, qui contribue, soit au développement de l'activité professionnelle exercée par l'indépendant, soit au développement des compétences techniques et professionnelles du travailleur au sein de l'entreprise ou au sein de tout autre entreprise qui exerce une activité similaire pour autant que ces compétences soient déjà requises pour l'exercice de son métier au sein de l'entreprise. ».

**Art. 6.** Dans l'article 5 du même décret, modifié par le décret du 14 juin 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'indépendant ou » sont insérés entre les mots « des chèques-formation, » et les mots « la petite ou moyenne entreprise »;

2° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Les petites et moyennes entreprises, agréées en tant qu'opérateurs de formation pour pouvoir être rétribuées pour leurs services par le biais de chèques-formation, peuvent bénéficier de ces chèques à destination de leur propre personnel, leurs vacataires indépendants et leurs vacataires sous contrat d'entreprise, pour autant que la formation ne soit pas identique à celle pour laquelle elles sont agréées.

En cas de formation identique, celle-ci est confiée à un tiers qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

1° ne pas être lié directement ou indirectement sur le plan économique, comptable, financier ou patrimonial avec la petite ou moyenne entreprise;

2° ne pas être dans un conflit d'intérêt avec la petite ou moyenne entreprise;

3° ne pas dispenser de formation, par année civile, auprès d'au moins 80 pour-cent de travailleurs issus de la même petite ou moyenne entreprise. ».

**Art. 7.** Dans l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « les indépendants et » sont insérés entre les mots « du chèque-formation » et les mots « les petites et moyennes entreprises »;

2° les mots « sur l'évaluation annuelle visée à l'article 24, alinéa 2, 2° » sont remplacés par les mots « sur des éléments soit issus de l'évaluation annuelle visée à l'article 24, alinéa 2, 2°, soit justifiés au regard des priorités socioéconomiques déterminées par le Gouvernement après avis du Conseil économique et social de Wallonie. ».

**Art. 8.** L'article 7 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par journée de formation, sont comptabilisées au maximum sept heures de formation par travailleur, à l'exception des formations linguistiques données en immersion pour lesquelles un maximum de dix heures de formation peuvent être comptabilisées par travailleur. En cas de demi-journée de formation ou en cas de formation suivie en dehors des heures de travail après 17 heures, sont comptabilisées au maximum quatre heures de formation par travailleur.

Ne sont pas comptabilisées les heures consacrées à la préparation et à l'organisation de la formation. ».

**Art. 9.** Dans l'article 8 du même décret, modifié par le décret du 10 décembre 2009 et par les arrêtés du 7 septembre 2006, du 8 mai 2008 et du 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

i. à la 1<sup>re</sup> phrase, les mots « La petite ou moyenne entreprise » sont remplacés par les mots « L'indépendant ou la petite ou moyenne entreprise »;

ii. le 1° est remplacé comme suit :

« 1° cent chèques-formation pour l'indépendant à titre principal ou l'entreprise unipersonnelle et quatre-vingts chèques formation pour l'indépendant à titre complémentaire; ce nombre de chèques peut être augmenté de vingt-cinq chèques supplémentaires en cas d'indépendant à titre principal ou d'entreprise unipersonnelle et de vingt chèques supplémentaires en cas d'indépendant à titre complémentaire pour autant que les chèques supplémentaires soient utilisés exclusivement pour des formations en langues; »;

b) à l'alinéa 2, les mots « l'efficacité énergétique » sont remplacés par les mots « la performance énergétique et la construction ou rénovation durables »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la phrase est complétée comme suit :

« dans les limites du nombre de chèques que peut acquérir l'indépendant ou l'entreprise unipersonnelle tel que déterminé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° »;

b) un alinéa 3 rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les personnes visées au paragraphe 2, 3° et 4°, bénéficient de chèques-formation pour autant qu'elles soient affiliées à une caisse d'assurances sociales et y cotisent depuis au moins les deux derniers trimestres précédents la demande d'octroi de chèques-formation et correspondant à une durée minimale de six mois d'activité. »;

c) à l'alinéa 4, anciennement alinéa 3, les mots « à l'article 4.7. du Règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité » sont remplacés par les mots « à l'article 39.4 du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité »;

3° le paragraphe 4 est complété d'un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le bénéficiaire transmet à l'Administration une déclaration sur l'honneur par laquelle il déclare ne pas bénéficier d'une autre aide publique ou sectorielle qui pourrait être accordée pour couvrir les mêmes coûts de formation. En cas de fausse déclaration émise par le bénéficiaire, il est tenu de rembourser la somme correspondant au nombre total de chèques-formation qui sont destinés à couvrir ces mêmes coûts de formation. ».

**Art. 10.** Dans l'article 9 du même décret, les mots « de l'article 4.3. du Règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 précité » sont remplacés par les mots « de l'article 39 du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 précité ».

**Art. 11.** Dans l'article 10 du même décret, modifié par les décrets du 14 juin 2007 et du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont insérés les 4° à 7° rédigés comme suit :

« 4° présenter un descriptif des moyens et ressources matériels permettant d'assurer le déroulement des formations;

5° disposer du personnel pédagogique et faire appel, au besoin, à des vacataires qui possèdent les qualifications et compétences techniques en lien avec l'objet de la formation proposée à l'agrément; le personnel est repris dans la décision d'agrément ou de renouvellement d'agrément de l'opérateur de formation;

6° démontrer une expérience effective dans le domaine de la formation professionnelle;

7° organiser au minimum une formation qui répond aux conditions visées à l'article 12. »;

b) à l'alinéa 2, les mots « , notamment, la vérification des conditions mentionnées à l'article 12 » sont remplacés par les mots « la vérification de l'organisation d'un système de gestion de la qualité »;

c) l'article 10 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les opérateurs de formation qui, au plus tard au moment de l'introduction de la demande d'agrément, disposent d'une certification reconnue ISO 9001 dans le champ de la FORMATION ou CDO\* QFOR, peuvent être dispensés par le Gouvernement de la procédure d'audit.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil économique et social de la Wallonie, dispenser les opérateurs de formation qui disposent d'autre type de certification reconnu légalement suite à l'évolution de textes légaux, décrets et réglementaires. ».

**Art. 12.** Dans l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'indépendant et » sont insérés entre les mots « des chèques-formation » et les mots « à la petite ou moyenne entreprise. »;

2° à l'alinéa 2, les mots « de certification » sont remplacés par les mots « d'audit »;

3° l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement peut, sur avis de la Commission visée à l'article 24bis, retirer ou suspendre l'agrément de l'opérateur de formation qui ne respecte pas les conditions et obligations prévues par ou en vertu du présent décret. Il peut également ne pas renouveler l'agrément de la formation lorsque celle-ci n'a pas été dispensée au cours des trois dernières années de son agrément. »;

4° à l'alinéa 4, les mots « les documents, les modalités et les procédures relatifs à l'agrément et au renouvellement d'agrément en tant qu'opérateur de formation » sont insérés entre les mots « il détermine » et les mots « les modalités de retrait » et les mots « ainsi que les modalités de recours de l'opérateur de formation » sont abrogés;

5° l'article est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut dispenser l'opérateur de formation de fournir les documents prévus dans le cadre de la procédure d'agrément en tant qu'opérateur de formation dès lors qu'ils sont en possession des services du Gouvernement wallon par le biais d'une banque de données de sources authentiques. ».

**Art. 13.** Dans l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

i. le 1° est remplacé comme suit :

« être qualifiantes, en ce sens qu'elles procurent un ensemble de savoirs, d'aptitude et de savoir-être qui génèrent des compétences nécessaires à l'exercice de la fonction d'indépendant ou du travailleur au sein de l'entreprise ou d'une entreprise exerçant une activité similaire aux fins d'accroître ses compétences; »;

ii. le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° permettre l'acquisition de compétences qualifiantes transférables à d'autres entreprises d'un même secteur d'activité ou d'un secteur d'activité qui nécessite des compétences similaires. »;

iii. le 3° est abrogé;

b) deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 4, anciennement alinéa 2 :

« Le Gouvernement est habilité, après avis du Conseil économique et social de la Wallonie, à fixer des listes de formation considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques menées au niveau régional.

Les formations ne peuvent en aucun cas concerner des formations liées à l'orientation et la réorientation professionnelle, le service après-vente, l'acquisition principale de compétences comportementales et relationnelles, les formations à vocation artistique, les formations relevant des médecines non conventionnelles et non reconnues par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, les formations qui visent l'apprentissage de savoir, d'aptitude et de savoir-être spécifiques à l'entreprise du travailleur ou toute autre formation que le Gouvernement exclut. Le Gouvernement peut préciser ces exclusions. »;

c) à l'alinéa 4, anciennement alinéa 2, les mots « les critères selon lesquels les formations sont qualifiantes, générales ou liées au fonctionnement général de la petite ou moyenne entreprise » sont remplacés par les mots « les conditions visées à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3° »;

d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5, anciennement alinéas 2 et 3 :

« Le Gouvernement précise les documents, les modalités et les procédures relatifs à l'agrément et au renouvellement d'agrément des formations. Il peut dispenser l'opérateur de formation de fournir les documents prévus dans le cadre de la procédure d'agrément des formations dès lors qu'ils sont en possession des services du Gouvernement wallon par le biais d'une banque de données de sources authentiques. ».

**Art. 14.** L'article 12*bis*, inséré par le décret du 11 décembre 2013, est abrogé.

**Art. 15.** Dans l'article 13 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « fournir aux petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « fournir aux indépendants et aux petites et moyennes entreprises »;

2° au 2°, les mots « assister les petites et moyennes entreprises » sont remplacés par les mots « assister les indépendants et les petites et moyennes entreprises »;

3° au 5°, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « Wallonie ».

**Art. 16.** Dans le même décret, il est inséré un article 13*ter* rédigé comme suit :

« Art. 13*ter*. § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier des chèques-formation, l'indépendant ou la petite ou moyenne entreprise est tenue notamment :

1° d'introduire sa demande de chèques-formation auprès du FOREm selon les modalités fixées par le Gouvernement;

2° de respecter les obligations fiscales et sociales et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs et le code sur le bien-être au travail;

3° de respecter les obligations prévues aux articles 5 et 8, § 2, alinéa 2, et § 4.

§ 2. Les opérateurs de formation agréés par ou en vertu du présent décret et les petites et moyennes entreprises agréées en tant qu'opérateurs de formation pour pouvoir être rétribuées pour leurs services par le biais de chèques-formation, sont tenus notamment de :

1° respecter les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, notamment les articles 10, 12 et 13*bis*;

2° respecter les obligations prévues par ou en vertu du présent décret;

3° respecter les obligations fiscales et sociales et la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs et le code sur le bien-être au travail;

4° communiquer l'offre de formation en veillant à mettre en évidence le lien entre, d'une part, le contenu de la formation et, d'autre part, le profil des personnes visées à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4° pouvant bénéficier de la formation;

5° assurer la formation selon l'offre de formation telle que communiquée à l'Administration lors de la demande d'agrément;

6° adresser les pièces justificatives du coût de la formation ainsi que les chèques remis à l'émetteur au plus tard dans un délai de deux mois qui suit la fin de la formation;

7° en cas de changement de formateurs ou de vacataires chargés d'assurer la formation, en informer l'administration dans les deux mois qui suivent la formation;

8° suivre le parcours administratif des personnes visées à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 4°.

La petite ou moyenne entreprise visée au paragraphe 2 ne peut introduire de demande de chèques-formation ni effectuer de commande en lieu et place de l'entreprise qui sollicite le bénéfice des chèques-formation. ».

**Art. 17.** Dans l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « Wallonie ».

**Art. 18.** Dans l'article 24 du même décret, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « Wallonie ».

**Art. 19.** Dans l'article 24*bis* du même décret, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « à la demande de l'administration une proposition concernant l'octroi, le renouvellement ou le refus d'agrément lorsque celle-ci estime qu'un ou plusieurs critères d'agrément fixés par ou en vertu du présent décret ne sont pas remplis » sont remplacés par les mots « un avis motivé lorsque son avis est sollicité par l'administration »;

b) il est inséré un 1°*bis* rédigé comme suit :

« dans le cadre du dispositif « chèques-formation », de remettre un avis lorsque l'administration émet une proposition de refus d'agrément, de suspension et de retrait d'agrément de l'opérateur de formation ou de la formation »;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° d'assurer les missions relatives à l'instruction des dossiers et à la transmission des éléments y relatifs à la Commission; »;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° de formuler, à l'attention du Conseil économique et social de Wallonie, des recommandations visant l'amélioration de la qualité du dispositif. »;

3° au paragraphe 3, les mots « Région wallonne » sont remplacés par les mots « Wallonie »;

4° au paragraphe 5, dernier alinéa, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « Wallonie ».

**Art. 20.** Dans l'article 25 du même décret, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Région wallonne » sont remplacés par le mot « Wallonie ».

**Art. 21.** Dans l'article 27 du même décret, les mots « aux lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat » sont remplacés par les mots « au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon ».

**Art. 22.** Les demandes d'agrément des opérateurs et des formations introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret poursuivent leur instruction sur la base du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises tel qu'applicable au moment de l'introduction de la demande d'agrément.

Les décisions d'agrément des opérateurs et des formations prises avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumises aux dispositions du décret du 10 avril 2003 précité du 10 avril 2003 précité et poursuivent leurs effets jusqu'à la date de la fin de leur agrément.

Les formations agréées après l'entrée en vigueur du présent décret qui ne sont plus considérées comme prioritaires suite à une modification de la liste visée à l'article 12, alinéa 2, poursuivent leur effet jusqu'au terme de leur agrément.

### CHAPITRE III. — *Modification du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication*

**Art. 23.** A l'article 2 du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° « bénéficiaire » : la personne visée à l'article 4; »

b) l'article est complété par les 4° à 7° rédigés comme suit :

« 4° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne;

5° « Office » : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

6° « programme pédagogique de formation » : document reprenant un ensemble d'unités de formation qui vise l'acquisition de connaissances et le développement de compétences dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, décliné sous la forme d'objectifs, et précisant les méthodes et outils pédagogiques utilisés dans le cadre du parcours de formation. ».

**Art. 24.** A l'article 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « le public cible » sont remplacés par les mots « les bénéficiaires » et les mots « modules de formation destinés » sont remplacés par les mots « unités de formation destinées »;

2° le même paragraphe est complété par les mots « afin de faciliter l'inclusion de ces bénéficiaires dans la culture numérique et de favoriser leur insertion socioprofessionnelle »;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La formation est composée d'unités de formation telles que prévues dans le programme pédagogique de formation. Cette formation poursuit les objectifs suivants :

1° développer les compétences de base nécessaires à l'utilisation des outils numériques qui répondent aux objectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° permettre un usage adéquat et efficient des outils numériques visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Pour chaque bénéficiaire, la durée de la formation ne peut être inférieure à huit heures et ne peut excéder quarante-huit heures. »;

4° le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 25.** Dans le même décret, il est inséré un article 3*bis* rédigé comme suit :

« Art. 3*bis*. Un parcours individuel de formation est établi par le formateur en concertation avec le bénéficiaire, au regard du contenu prévu dans le programme pédagogique de formation et des besoins, des connaissances et des compétences du bénéficiaire. Ce parcours individuel de formation peut être adapté en cours de formation notamment au regard du rythme d'apprentissage du bénéficiaire. ».



**Art. 26.** A l'article 4, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret, est considéré comme bénéficiaire, le demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office ou le bénéficiaire du revenu d'intégration ou de l'aide sociale qui répond à une des conditions suivantes :

1° la personne qui ne dispose pas du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent;

2° le demandeur d'emploi qui a une durée d'inoccupation d'au moins douze mois;

3° la personne qui réintègre le marché de l'emploi après une interruption d'au moins douze mois;

4° la personne qui a plus de quarante ans, sans aucune condition de diplôme;

5° la personne considérée comme étrangère, séjournant légalement sur le territoire belge, conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et qui disposent au maximum du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent.

Le Gouvernement peut préciser la liste des bénéficiaires visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> et fixer des périodes assimilées à la durée d'inoccupation. »;

2° au paragraphe 2, les mots « maximum du public cible » sont remplacés par les mots « maximum des bénéficiaires ».

**Art. 27.** A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « des modules de formation tels que visés à l'article 3, § 2, » sont remplacés par les mots « du présent décret »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° disposer d'un programme pédagogique de formation en conformité avec les objectifs visés à l'article 3, § 2;

3° disposer du personnel pédagogique qui répond aux conditions cumulatives suivantes :

a) être en possession au minimum du certificat de l'Enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent;

b) démontrer des connaissances et compétences dans le domaine des technologies de l'information et de la communication sur la base de titres ou d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans;

c) démontrer des aptitudes pédagogiques sur la base de titres ou certificats d'aptitudes pédagogiques ou d'une expérience d'au moins trois ans dans le domaine pédagogique. »;

b) le paragraphe 2 est complété comme suit :

« 4° disposer des moyens et ressources matériels et financiers nécessaires au déroulement des formations;

5° s'engager à respecter la charte pédagogique qui fixe les engagements des opérateurs;

6° en cas de demande initiale d'agrément, apporter la preuve de la pertinence de son activité au regard d'opérateurs agréés qui proposent une activité similaire dans la sous-région dans laquelle il propose de développer son activité. »;

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut préciser les conditions d'agrément. »;

4° le paragraphe 3 est abrogé.

**Art. 28.** A l'article 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, la deuxième phrase est remplacée comme suit :

« Lorsqu'il s'agit d'une demande d'agrément initial, elle est introduite pour le 1<sup>er</sup> septembre de l'année qui précède l'année de l'agrément et lorsqu'il s'agit d'une demande de renouvellement d'agrément, elle est introduite au plus tard trois mois avant la date d'expiration de l'agrément précédent. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé comme suit :

« § 2. L'agrément initial est délivré pour une période d'un an. Le renouvellement d'agrément a une durée de trois ans, moyennant un rapport d'évaluation positif réalisé par les services que le Gouvernement désigne.

Le rapport d'évaluation porte sur l'analyse de la gestion administrative, financière et des ressources humaines par l'administration et l'analyse de la qualité pédagogique des formations par l'expert pédagogique visé à l'article 7, § 3, 5°.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du rapport d'évaluation. Il détermine la procédure, les modalités et les documents relatifs à l'agrément et au renouvellement de l'agrément des opérateurs de formation. ».

**Art. 29.** Dans le même décret, il est créé une section *2bis*, intitulée « Section *2bis*. — Des obligations des opérateurs de formation ».

**Art. 30.** Dans la section *2bis*, insérée par l'article 29, il est inséré un article *6bis* rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. L'opérateur de formation doit :

1° respecter le taux d'encadrement déterminé par le Gouvernement;

2° assurer la formation continue des formateurs;

3° adapter les contenus des unités de formation aux évolutions technologiques;

4° assurer le suivi pédagogique du stagiaire;

5° veiller à mettre en place des partenariats avec tout opérateur de formation et d'insertion situé sur le territoire de la Région de langue française afin de promouvoir, au besoin, une utilisation efficiente par les bénéficiaires des technologies de l'information et de la communication;

6° respecter la charte pédagogique prévue à l'article 5, § 2, 5°;

7° si l'opérateur organise des activités de formation autres que celles visées par le présent décret, il établit une comptabilité qui distingue les recettes et les dépenses selon le type d'activité;

8° suivre le parcours administratif du stagiaire, en ce compris la vérification des heures effectivement suivies par le stagiaire. ».

**Art. 31.** Dans le même décret, il est inséré une section *2ter*, intitulée « Section *2ter*. — De la suspension et du retrait de l'agrément ».

**Art. 32.** Dans la section *2ter*, insérée par l'article 31, il est inséré un article *6ter* rédigé comme suit :

« Art. *6ter*. Le Gouvernement peut, après avis de la Commission P.M.T.I.C. visée à l'article 7, suspendre ou retirer l'agrément de l'opérateur de formation lorsqu'il ne respecte pas les conditions d'agrément et les obligations visées par ou en vertu du présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités et procédures liées à la suspension ou au retrait de l'agrément. ».

**Art. 33.** A l'article 7 du même décret, modifié par le décret du 6 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, les mots « de proposer au Gouvernement » sont remplacés par les mots « de remettre au Gouvernement un avis sur »;

b) au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°, les mots « modules de formation » sont remplacés par le mot « formations » et les mots « sur la base d'un rapport d'activités établi annuellement et au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre par chaque opérateur agréé » sont remplacés par les mots « sur la base de la synthèse des rapports établie par l'administration et visée au paragraphe 3, 6° et, le cas échéant, de formuler au Conseil économique et social de la Wallonie des propositions visant à améliorer l'exécution du décret »;

c) au paragraphe 3, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° d'assurer les missions relatives à l'analyse des dossiers qui sont soumis à la Commission et à leur communication; »;

d) le paragraphe 3 est complété par un 6° rédigé comme suit :

« 6° de remettre annuellement, dans le courant du second semestre, au Gouvernement et au Conseil économique et social de la Wallonie, en ce compris à la Commission P.M.T.I.C., une synthèse des rapports visés à l'article 11. ».

**Art. 34.** A l'article 8 du même décret, les mots « du Comité de suivi » sont remplacés par les mots « de la Commission P.M.T.I.C. ».

**Art. 35.** A l'article 9 du même décret, les mots « du public cible » sont remplacés par les mots « des bénéficiaires ».

**Art. 36.** A l'article 10 du même décret, les mots « par personne relevant du public cible » sont remplacés par les mots « par bénéficiaire ».

**Art. 37.** A l'article 11 du même décret, modifié par les décrets du 22 novembre 2007 et du 6 novembre 2008 et par l'arrêté du 14 juillet 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « la Commission P.M.T.I.C. visée à l'article 7 » sont remplacés par les mots « l'Administration » et les mots « le 1<sup>er</sup> novembre » sont remplacés par les mots « le 31 mars »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° le cas échéant, le public bénéficiaire des activités. ».

**Art. 38.** L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Les décisions d'agrément ou de renouvellement d'agrément des opérateurs de formation octroyées avant l'entrée en vigueur du présent décret continuent à produire leurs effets après l'entrée en vigueur du présent décret, restent soumises aux dispositions du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication jusqu'à la date du 31 décembre 2014.

Les demandes d'agrément initiales introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret sont soumises aux dispositions du décret du 3 février 2005 précité. ».

#### CHAPITRE IV. — Dispositions diverses sur le plan langues

**Art. 39.** Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut mettre gratuitement, suite à une procédure de sélection, à la disposition de tout citoyen résidant sur le territoire de la région de langue française, un outil d'apprentissage, par le biais d'internet, d'une ou plusieurs langues étrangères dont au moins les langues nationales.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut octroyer, annuellement et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des bourses ou incitants destinés à couvrir en tout ou en partie les frais inhérents à une expérience linguistique qui peut se traduire par un apprentissage dans un organisme d'enseignement ou de formation ou par un stage en entreprise, situé en Belgique ou à l'étranger.

§ 2. Ces bourses ou incitants peuvent être octroyés, notamment, au bénéfice des personnes suivantes :

1° la personne inscrite comme demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel que visé par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et prioritairement celle âgée de moins de trente ans, et qui justifie d'une nécessité de projet professionnel;

2° la personne qui a terminé un parcours d'enseignement dispensé par un organisme d'enseignement agréé ou reconnu par les autorités publiques et qui dans l'année scolaire qui suit directement la fin de ce parcours d'enseignement, participe à une expérience linguistique auprès d'un organisme d'enseignement, public ou privé, organisé, reconnu ou subventionné par les autorités publiques;

3° la personne qui insère cette expérience linguistique pendant ou au terme d'un parcours d'enseignement dispensé par un organisme d'enseignement, public ou privé, organisé, reconnu ou subventionné par les autorités publiques ou un parcours de formation dispensé par un organisme de formation agréé, reconnu ou subventionné par les autorités publiques.

Le Gouvernement précise les critères d'éligibilité et détermine les modalités d'octroi des bourses et incitants.

Un rapport d'évaluation portant sur ces bourses et incitants est réalisé selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement et est communiqué au Conseil économique et social de Wallonie.

**Art. 41.** Le montant des bourses et incitants est déterminé par le Gouvernement et varie en fonction de la durée, du lieu du stage linguistique et du coût global de l'expérience linguistique.

La durée du stage ne peut être inférieure à une semaine et ne peut excéder un an.

Le stage linguistique est organisé dans un pays reconnu par le Gouvernement comme pouvant accueillir les bénéficiaires des bourses et incitants.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon, 947 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 3.*

*Compte rendu intégral, séance plénière du 19 février 2014.*

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201601]

**20 FEBRUARI 2014. — Decreet betreffende het talenplan  
en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt krachtens artikel 128 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 10 april 2003  
betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn*

**Art. 2.** In het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, gewijzigd bij de decreten van 14 juni 2007, 22 november 2007, 6 november 2008, 10 december 2009, 22 juli 2010, 19 december 2012 en 11 december 2013, hierna "het decreet" genoemd, wordt artikel 2 gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> paragraaf 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 2<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

"2<sup>o</sup> "kleine of middelgrote onderneming" : de micro, kleine of middelgrote onderneming zoals bepaald in artikel 2 van bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (Publicatieblad van de Europese Unie, L 214/3, van 9 augustus 2008, blz. 3), met uitzondering van de verenigingen zonder winstoogmerk;"

b) onder punt 3<sup>o</sup> worden de woorden "bij Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen;" vervangen door de woorden "bij voornoemde Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008;"

c) de punten 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup> worden opgeheven;

d) onder punt 7<sup>o</sup> worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. het woord "effectief" wordt ingevoegd tussen de woorden "de vormingsuren" en de woorden "gepresteerd door het personeel";

ii. de woorden "of hulpvormers of vormers gebonden door een ondernemingsovereenkomst" worden vervangen door de woorden "of vormers gebonden door een ondernemingsovereenkomst aan een onderneming die als vormingsoperator erkend is of hulpvormers";

iii. de zin wordt aangevuld met de woorden "alsook, in voorkomend geval, de uren die besteed worden aan de evaluatie van de vaardigheden verworven door de personen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>;"

e) paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 12°, luidend als volgt :

"12° "zelfstandige" : elke natuurlijke persoon die op het grondgebied van het Franse taalgebied een beroepsactiviteit in hoofd- of bijberoep uitoefent uit hoofde waarvan hij niet door een arbeidsovereenkomst of door een statuut verbonden is;"

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"De Regering kan het maximum aantal uren vastleggen die aan de evaluatie worden besteed."

**Art. 3.** In artikel 3 worden de woorden "de Verordening (EG) nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun (EG-Publicatieblad, L10 van 13 januari 2001)" vervangen door de woorden "Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard".

**Art. 4.** In artikel 4, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "de werknemers van een kleine of een middelgrote onderneming" vervangen door de woorden "de personen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid".

**Art. 5.** In het eerste hoofdstuk, met het opschrift "HOOFDSTUK I. - Opleidingscheques", wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 4bis. De opleidingscheque is bestemd om een deel van de opleidingskosten ten laste te nemen die in rechtstreeks verband staan met het beroep uitgeoefend door de zelfstandige of werknemer, of, in voorkomend geval, die bijdragen, hetzij tot de ontwikkeling van de beroepsactiviteit uitgeoefend door de zelfstandige, hetzij tot de ontwikkeling van de technische en beroepsvaardigheden van de werknemer in de onderneming of in elk andere onderneming die een gelijkaardige activiteit uitoefent voor zover deze vaardigheden worden vereist voor de uitoefening van zijn beroep in de onderneming."

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 14 juni 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de zelfstandig of" ingevoegd tussen het woord "beschikt" en de woorden "de kleine of middelgrote onderneming";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De kleine en middelgrote ondernemingen die als vormingsoperateur erkend zijn, kunnen, om vergoed te worden voor hun diensten via opleidingscheques, in aanmerking komen voor deze cheques die bestemd zijn voor hun eigen personeel, hun zelfstandige hulpvormers en hun hulpvormers met een ondernemingsovereenkomst voor zover de opleiding niet dezelfde is als die waarvoor ze erkend zijn.

Als de vorming dezelfde is, wordt ze aan een derde toevertrouwd die de volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

1° niet rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden zijn met de kleine of middelgrote onderneming op economisch, boekhoudkundig, financieel of patrimoniaal vlak;

2° niet betrokken zijn in een belangenconflict met de kleine of middelgrote onderneming;

3° geen opleiding verstrekken, per kalenderjaar, bij minstens 80 percent van de werknemers die voortkomen uit dezelfde kleine of middelgrote onderneming."

**Art. 7.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de zelfstandigen en" worden ingevoegd tussen de woorden "De Regering kan" en de woorden "de kleine of middelgrote onderneming";

2° de woorden "de jaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 24, tweede lid, 2<sup>o</sup>" worden vervangen door de woorden "op elementen die hetzij voortkomen uit de jaarlijkse evaluatie bedoeld in artikel 24, tweede lid, 2°, hetzij gerechtvaardigd zijn t.o.v. de socio-economische prioriteiten bepaald door de Regering na advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië)".

**Art. 8.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt :

"Er worden per opleidingsdag maximum zeven uur opleiding per werknemer geboekt, met uitzondering van de taalonderdompelingen waarvoor een maximum van tien uur opleiding per werknemer geboekt kunnen worden. In het geval van opleidingen per halve dag of in het geval van opleidingen die na 17 uur buiten de werkuren worden gevolgd, worden maximum vier uur opleiding per werknemer geboekt.

De uren besteed aan de voorbereiding en aan de organisatie van de opleiding worden niet geboekt."

**Art. 9.** In artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009 en bij de besluiten van 7 september 2006, 8 mei 2008 en 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

b) in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. in de eerste zin worden de woorden "De kleine of middelgrote onderneming" vervangen door de woorden "De zelfstandige of de kleine of middelgrote onderneming";

ii. punt 1° wordt vervangen als volgt :

"1° honderd opleidingscheques voor de zelfstandige in hoofdactiviteit of voor de eenpersoonszaak en tachtig opleidingscheques voor de zelfstandige in bijberoep; dit aantal cheques kan met vijftientig bijkomende cheques vermeerderd worden in het geval van een zelfstandige in hoofdactiviteit of van een eenpersoonszaak en met twintig bijkomende cheques in het geval van een zelfstandige in bijberoep voor zover de aanvullende cheques uitsluitend gebruikt worden voor het vreemdetalenonderwijs;"

b) in het tweede lid, worden de woorden "de energetische efficiëntie" vervangen door de woorden "de energieprestatie en duurzaam bouwen of verbouwen";



2° paragraaf 2 wordt gewijzigd als volgt :

a) in het eerste lid, 4°, wordt de zin aangevuld als volgt :

"binnen de perken van het aantal cheques dat de zelfstandige of de eenpersoonszaak zoals bepaald in artikel 8, § 1, eerste lid, 1° kan verwerven";

b) er wordt tussen het tweede en het derde lid een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De personen bedoeld in paragraaf 2, 3° en 4°, komen in aanmerking voor opleidingscheques voor zover zij aangesloten zijn bij een sociale verzekeringskas en de bijdragen betalen sinds minstens de twee laatste kwartalen voorafgaand aan de aanvraag tot toekenning van opleidingscheques en overeenkomend met een minimale duur van zes maanden activiteit.";

c) in het vierde lid, het voormalig lid 3, worden de woorden "in artikel 4.7. van Verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld" vervangen door de woorden "in artikel 39.4 van Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 voorvermeld";

3° paragraaf 4 wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"De begunstigde bezorgt de Administratie een verklaring op erewoord waarin hij verklaart dat hij geen andere openbare of sectorale hulp geniet die zou kunnen worden toegekend om dezelfde opleidingskosten te dekken. Indien de begunstigde een valse verklaring aflegt, moet hij het bedrag terugbetalen dat overeenstemt met het totaal aantal opleidingscheques die bestemd zijn om deze opleidingskosten terug te betalen.".

**Art. 10.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 4.3 van Verordening E.G. nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 voorvermeld" vervangen door de woorden "artikel 39 van Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 voorvermeld".

**Art. 11.** In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 14 juni 2007 en 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de punten 4° tot 7° ingevoegd, luidend als volgt :

"4° een omschrijving overleggen van de materiële middelen waarmee het vlotte verloop van de opleidingen gewaarborgd kan worden;

5° over het pedagogisch personeel beschikken en, desnoods, beroep doen op hulpvormers die over de technische kwalificaties en vaardigheden beschikken in verband met het voorwerp van de opleiding die voor een erkenning is voorgesteld; het personeel wordt opgenomen in de beslissing tot erkenning of hernieuwing van erkenning van de vormingsoperator;

6° een effectieve ervaring inzake beroepsvorming aantonen;

7° ten minste een opleiding organiseren die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 12.";

b) in het tweede lid worden de woorden "houdt meer bepaald de controle op de voorwaarden vermeld in artikel 12 in." vervangen door de woorden "houdt de controle van de organisatie van een beheersysteem van de kwaliteit in";

c) artikel 10 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden luidend als volgt :

"De opleidingsoperatoren die uiterlijk bij de indiening van de erkenningsaanvraag beschikken over de erkende certificering ISO 9001 op het gebied van de VORMING of CDO\* QFOR, kunnen door de Regering vrijgesteld worden van de auditprocedure.

De Regering kan, na advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) de vormingsoperatoren vrijstellen die over andere soorten certificeringen beschikken die wettelijk erkend zijn ten gevolge van de ontwikkelingen van de wettelijke, decretale en reglementaire teksten.".

**Art. 12.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de zelfstandig en" ingevoegd tussen het woord "de opleidingscheques aan" en de woorden "de kleine of middelgrote onderneming";

2° in het tweede lid wordt het woord "certificerings" vervangen door het woord "audit";

3° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De Regering kan, na advies van de Commissie bedoeld in artikel 24bis, de erkenning van de opleidingsverstrekker intrekken of opschorten als de voorwaarden en verplichtingen bedoeld bij of krachtens dit decreet niet worden nageleefd. Zij kan ook de erkenning van de opleiding niet verlengen als ze niet in de loop van de laatste drie jaren van haar erkenning is verstrekt.";

4° in het vierde lid worden de woorden "de documenten, modaliteiten en procedures betreffende de erkenning en de verlenging van de erkenning als vormingsoperator" ingevoegd tussen de woorden "Hij bepaalt" en de woorden "en de modaliteiten voor de intrekking" en worden de woorden "evenals de modaliteiten van de beroepsprocedure die de opleidingsverstrekker kan inschakelen" geschrapt;

5° het artikel wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

"De Regering kan de vormingsoperator vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het kader van de procedure tot erkenning als vormingsoperator als ze in het bezit zijn van de diensten van de Waalse Regering via een databank van authentieke bronnen.".

**Art. 13.** In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

b) in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

i. punt 1° wordt vervangen als volgt :

"een kwalificerende aard hebben, d.w.z. dat ze de werknemer kennis, bekwaamheid en gedragsbewustzijn bijbrengen die resulteren in vaardigheden die nodig zijn voor het uitoefenen van de functie van zelfstandige of werknemer in een onderneming of in een onderneming met een gelijkaardige activiteit, met als doel een hogere werkvaardigheid te verkrijgen";

ii. punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° de verwerving mogelijk maken van kwalificerende vaardigheden die overdraagbaar zijn naar andere onderneming van eenzelfde activiteitensector of een activiteitensector die gelijkaardige vaardigheden vereist.";

iii. punt 3° wordt opgeheven;

b) er worden twee leden ingevoegd tussen het eerste en het vierde lid, het voormalige lid 2, luidend als volgt :

"De Regering is ertoe gemachtigd, na advies van de "Conseil économique et social de la Wallonie", om de lijsten te bepalen van de opleidingen die als prioritair worden beschouwd t.o.v. het gevoerde beleid op gewestelijk vlak.

Deze opleidingen mogen geenszins betrekking hebben op opleidingen i.v.m. de beroepsoriëntatie en de professionele heroriëntering, de naverkoopdienst, de voornamelijke verwerving van relationele en gedragsvaardigheden, de artistieke opleidingen, de opleidingen die onder de niet-conventionele geneeskunde vallen en die niet erkend zijn door het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, de opleidingen die het aanleren beogen van kennis, geschiktheid en attitudes die specifiek zijn voor het bedrijf van de werknemer en elke andere opleiding die door de Regering uitgesloten is. De Regering kan deze uitsluitingen bepalen."

c) in het vierde lid, het voormalige lid 2, worden de woorden "de criteria nader die de opleidingen hun kwalificerende aard verlenen, ze algemeen maken of verband laten houden met de algemene werking van de kleine of de middelgrote onderneming" vervangen door de woorden "de voorwaarden bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1° tot 3°.

d) er wordt tussen het vierde en het vijfde lid, de voormalige leden 2 en 3, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de erkenning en de verlenging van de erkenning van de opleidingen. De Regering kan de vormingsoperator vrijstellen van het verstrekken van de documenten bedoeld in het kader van de procedure tot erkenning van de opleidingen als ze in het bezit zijn van de diensten van de Waalse Regering via een databank van authentieke bronnen".

**Art. 14.** Artikel 12*bis*, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013, wordt opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "de kleine of middelgrote ondernemingen elke inlichting verschaffen" vervangen door de woorden "de zelfstandigen en de kleine of middelgrote ondernemingen elke inlichting verschaffen";

2° in punt 2° worden de woorden "de kleine of middelgrote ondernemingen bijstaan" vervangen door de woorden "de zelfstandigen en de kleine of middelgrote ondernemingen bijstaan";

3° in punt 5° worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

**Art. 16.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 13*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13*ter*. §1. Om voor opleidingscheques in aanmerking te komen, moet de zelfstandige of de kleine of middelgrote onderneming o.a. :

1° de aanvraag voor opleidingscheques bij de FOREm indienen volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

2° de fiscale en sociale verplichtingen naleven, alsook de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers en de Codex over het welzijn op het werk;

3° de verplichtingen bedoeld in de artikelen 5 en 8, § 2, tweede lid, en § 4, naleven.

§ 2. De vormingsoperatoren erkend bij of krachtens dit decreet en de kleine of middelgrote ondernemingen erkend als vormingsoperatoren moeten, om voor hun diensten via opleidingscheques vergoed te worden, aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald bij of krachtens dit decreet, inzonderheid de artikelen 10, 12 en 13*bis*;

2° de verplichtingen bedoeld bij of krachtens dit decreet naleven;

3° de fiscale en sociale verplichtingen naleven, alsook de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers en de Codex over het welzijn op het werk;

4° het opleidingsaanbod meedelen en er voor zorgen om het verband te leggen tussen, enerzijds, de inhoud van de opleiding en, anderzijds, het profiel van de personen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 1° tot 4°, die in aanmerking komen voor de opleiding;

5° zorgen voor de opleiding volgens het opleidingsaanbod dat aan de Administratie wordt meegedeeld bij de erkenningsaanvraag;

6° de bewijsstukken van de opleidingskosten alsook de cheques afgegeven aan de uitgever uiterlijk binnen een termijn van twee maanden na afloop van de opleiding overleggen;

7° de administratie binnen de twee maanden die volgen op de opleiding verwittigen, indien de vormers of hulpvormers belast met de opleiding worden veranderd;

8° het administratief traject van de personen bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, 1° tot 4° volgen.

De kleine of middelgrote onderneming bedoeld in paragraaf 2 mag geen aanvraag voor opleidingscheques indienen, noch een bestelling plaatsen in plaats van de onderneming die om het voordeel van de opleidingscheques verzoekt."

**Art. 17.** In artikel 23, eerste lid, 5°, worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

**Art. 18.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

**Art. 19.** In artikel 24*bis* van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt gewijzigd als volgt :

a) in 1° worden de woorden "op aanvraag van de Administratie een voorstel aan de Regering overmaken betreffende de toekenning, de hernieuwing, of de weigering van de erkenning als zij vindt dat één of meerdere erkenningscriteria vastgelegd door of krachtens dit decreet niet zijn vervuld" vervangen door de woorden "een gemotiveerd advies overmaken wanneer de administratie erom verzoekt";

b) er wordt een punt 1°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"in het kader van het stelsel "vormingscheque", een advies overmaken wanneer de administratie een voorstel formuleert tot weigering van de erkenning, opschorting en intrekking van de erkenning van de vormingsoperator of van de opleiding";

2° paragraaf 2 wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° het vervullen van de opdrachten i.v.m. het onderzoek van de dossiers en het overmaken van de desbetreffende gegevens aan de Commissie";

b) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° aanbevelingen uitbrengen ter attentie van de "Conseil économique et social de Wallonie" om de kwaliteit van de voorzieningen te verbeteren.";

3° in paragraaf 3 worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

4° in paragraaf 5, laatste lid, worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

**Art. 20.** In artikel 25 van hetzelfde decreet, eerste lid, worden de woorden "Région wallonne (Waalse Gewest)" vervangen door het woord "Wallonie (Wallonië)".

**Art. 21.** In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de woorden "de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit" vervangen door de woorden "het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering".

**Art. 22.** De erkenningsaanvragen van de operatoren en de opleidingen die voor de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend worden verder behandeld op grond van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn zoals het van toepassing is bij de indiening van de erkenningsaanvraag.

De beslissingen tot erkenning van de operatoren en de opleidingen die voor de inwerkingtreding van dit decreet genomen zijn, blijven onderworpen aan de bepalingen van het voornoemde decreet van 10 april 2003 en blijven uitwerking hebben tot de einddatum van hun erkenning.

De opleidingen erkend na de inwerkingtreding van dit decreet die niet langer als prioritair worden beschouwd ten gevolge van een wijziging van de lijst bedoeld in artikel 12, tweede lid, blijven uitwerking hebben tot het einde van hun erkenning.

### HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën*

**Art. 23.** Artikel 2 van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt gewijzigd als volgt :

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° "begunstigde" : de persoon bedoeld in artikel 4;"

b) het artikel wordt aangevuld met de punten 4° tot 7°, luidend als volgt :

"4° "Regering" : de Regering van het Waalse Gewest;

5° "Dienst" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

6° "pedagogisch opleidingsprogramma" : document met een geheel van opleidingseenheden dat de verwerving van kennis en de ontwikkeling van vaardigheden beoogt op het gebied van de informatie- en communicatietechnologieën, uitgewerkt in de vorm van doestellingen en dat de pedagogische methodes en middelen bepaalt die in het kader van het opleidingstraject worden gebruikt."

**Art. 24.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "het doelpubliek" vervangen door de woorden "de begunstigden" en worden de woorden "vormingsmodules om" vervangen door de woorden "opleidingseenheden om";

2° hetzelfde paragraaf wordt aangevuld met de woorden "om de inschakeling van deze begunstigden in de digitale cultuur te vergemakkelijken en om hun socioprofessionele inschakeling te bevorderen".

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"§ 2. De opleiding bestaat uit opleidingseenheden zoals bedoeld in het pedagogisch opleidingsprogramma. Deze opleiding beoogt de volgende doelstellingen :

1° de basisvaardigheden ontwikkelen die nodig zijn voor het gebruik van de digitale instrumenten die aan de doelstellingen bedoeld in paragraaf 1 voldoen;

2° een passend en efficiënt gebruik van de digitale instrumenten bedoeld in paragraaf 1 mogelijk maken.

Voor elke begunstigde mag de opleiding niet minder dan acht uur en niet meer dan achtenveertig uur duren.”;

4° paragraaf 3 wordt opgeheven.

**Art. 25.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. *3bis*. Er wordt door de opleider in samenspraak met de begunstigde een individueel opleidingstraject opgesteld, ten opzichte van de inhoud bedoeld in het pedagogisch opleidingsprogramma en de behoeften, kennis en vaardigheden van de begunstigde. Dit individueel opleidingstraject kan worden aangepast tijdens de opleiding, met name ten opzichte van het leertempo van de begunstigde.”.

**Art. 26.** Artikel 4 wordt gewijzigd als volgt :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

”Art. 4. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt als begunstigde beschouwd, de niet-werkende werkzoekende ingeschreven bij de Dienst of de persoon die in aanmerking komt voor het leefloon of voor de sociale bijstand en één van de volgende voorwaarden vervult :

1° de persoon die niet beschikt over het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of over een gelijkwaardig diploma;

2° de werkzoekende die een werkloosheidsduur van minstens twaalf maanden telt;

3° de herintreder na een onderbreking van minstens twaalf maanden;

4° de persoon ouder dan veertig jaar, zonder geen enkele diplomavereiste;

5° elke persoon beschouwd als vreemdeling die op wettige wijze op het Belgisch grondgebied verblijft, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, en die beschikt over hoogstens een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma.

De Regering kan de lijst van de begunstigde bedoeld in het eerste lid bepalen en periodes die gelijkgesteld zijn met de werkloosheidsduur vaststellen.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “tot maximum 20 % van het doelpubliek” vervangen door de woorden “tot maximum 20 % van de begunstigden”.

**Art. 27.** In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden “de vormingsmodules zoals bedoeld in artikel 3, § 2”, vervangen door de woorden “dit decreet”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de punten 2° en 3° worden vervangen als volgt :

”2° hij beschikt over een pedagogisch opleidingsprogramma dat in overeenstemming is met de doelstellingen bedoeld in artikel 3, § 2;

3° hij beschikt over het pedagogisch personeel dat de volgende cumulatieve voorwaarden vervult :

a) minstens in het bezit zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma;

b) kennis en vaardigheden aantonen op het gebied van de informatie- en communicatietechnologieën op basis van titels of van een beroepservaring van minstens drie jaar;

c) pedagogische bekwaamheden aantonen op basis van titels of getuigschriften van pedagogische bekwaamheid of een ervaring van minstens drie jaar op pedagogisch vlak.”;

b) paragraaf 2 wordt aangevuld als volgt :

”4° hij beschikt over de materiële middelen die noodzakelijk zijn voor het vlotte verloop van de opleidingen;

5° hij verbindt zich ertoe het pedagogisch handvest dat de verbintenissen van de operatoren bepaalt, na te leven;

6° in het geval van een oorspronkelijke erkenningsaanvraag, het bewijs leveren van de gegrondheid van zijn activiteit ten opzichte van erkende operatoren die een gelijkaardige activiteit voorstellen in de subregio waar ze haar activiteit zou ontwikkelen.”;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

”De Regering kan de erkenningsvoorwaarden bepalen.”;

4° paragraaf 3 wordt opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt de tweede zin aangevuld als volgt :

« Als het gaat om een oorspronkelijke erkenningsaanvraag wordt ze voor 1 september van het jaar dat voorafgaat aan het erkenningsjaar ingediend en als het gaat om een aanvraag tot hernieuwing van een erkenning wordt ze uiterlijk drie maanden vóór de verstrijksdatum van de vorige erkenning ingediend. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De oorspronkelijk erkenning wordt verleend voor een periode van 1 jaar. De hernieuwing van de erkenning wordt voor drie jaar toegekend, mits een positief evaluatieverslag uitgevoerd door de diensten die de Regering aanwijst.

Het evaluatieverslag heeft betrekking op het administratief en financieel beheer alsook op het beheer inzake de menselijke hulpkrachten door de administratie en de analyse van de pedagogische kwaliteit van de opleidingen door de pedagogische deskundige bedoeld in artikel 7, § 3, 5°.

De inhoud van het evaluatieverslag kan nader bepaald worden door de Regering. Zij bepaalt de procedure, de modaliteiten en de documenten betreffende de erkenning en de hernieuwing van de erkenning van de vormingsoperatoren.”.

**Art. 29.** In hetzelfde besluit wordt een afdeling 2bis gecreëerd, met als opschrift "Afdeling 2bis. - Verplichtingen van de vormingsoperatoren".

**Art. 30.** In afdeling 2bis, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 6bis. De opleidingsoperator moet :

1° het begeleidingspercentage bepaald door de Regering naleven;

2° zorgen voor de doorlopende vorming van de opleiders;

3° de inhouden van de opleidingseenheden aan de technologische vooruitgang aanpassen;

4° zorgen voor de pedagogische opvolging van de stagiair;

5° partnerschappen voorzien met elke operator voor inschakeling en vorming die op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd is om, desnoods, een efficiënt gebruik van de informatie- en communicatietechnologieën te bevorderen onder de begunstigden;

6° het pedagogisch handvest bedoeld in artikel 5, § 2, 5° naleven;

7° als de operator andere opleidingsactiviteiten organiseert dan die bedoeld in dit decreet, stelt hij een boekhouding op die een verschil maakt tussen de uitgaven en de ontvangsten naargelang van het soort uitgeoefende activiteit;

8° het administratief traject van de stagiair volgen, met inbegrip van de controle van de uren die effectief door de stagiair zijn gevolgd."

**Art. 31.** In hetzelfde besluit wordt een afdeling 2ter ingevoegd, met als opschrift "Afdeling 2ter. - Opschorting en intrekking van de erkenning".

**Art. 32.** In afdeling 2ter, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 6ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 6ter. De Regering kan, na advies van de Commissie P.M.T.I.C. bedoeld in artikel 7, de erkenning van de vormingsoperator opschorten of intrekken als hij de erkenningsvoorwaarden en de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet niet naleeft.

De Regering bepaalt de modaliteiten en procedures betreffende de opschorting of intrekking van de erkenning."

**Art. 33.** In artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 6 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "de Regering voorstellen de erkenning in te trekken of te schorsen" vervangen door de woorden "de Regering een advies verlenen over de intrekking of de schorsing van de erkenning";

b) in artikel 1, § 6°, worden de woorden "vormingsmodules" vervangen door het woord "opleidingen" en worden de woorden "op grond van een activiteitenrapport dat jaarlijks uiterlijk 1 november door elke erkende operator opgesteld wordt" vervangen door de woorden "op grond van de synthese van de verslagen opgesteld door de administratie en bedoeld in paragraaf 3, 6° en, in voorkomend geval, voorstellen doen aan de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië) om de uitvoering van het decreet te verbeteren";

c) in paragraaf 3, wordt punt 1° vervangen als volgt : "1° de opdrachten vervullen inzake de analyse van de dossiers die aan de Commissie worden voorgelegd, alsook hun mededeling";

d) paragraaf 3 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

"6° jaarlijks in de loop van het tweede kwartaal een synthese van de verslagen bedoeld in artikel 11 overmaken aan de Regering en aan de "Conseil économique et social de la Wallonie", met inbegrip van de Commissie P.M.T.I.C."

**Art. 34.** In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden "van het opvolgingscomité" vervangen door de woorden "van de Commissie P.M.T.I.C."

**Art. 35.** In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "van het doelpubliek" vervangen door de woorden "van de begunstigden".

**Art. 36.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden "per onder het doelpubliek ressorterende persoon" vervangen door de woorden "per begunstigde".

**Art. 37.** Artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 6 november 2008 en bij het besluit van 14 juli 2005 wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "de in artikel 7 bedoelde Commissie P.M.T.I.C." vervangen door de woorden "de Administratie" en worden de woorden "1 november " vervangen door de woorden "31 maart";

2° in paragraaf 1 wordt punt 2° vervangen als volgt : "2° in voorkomend geval, het publiek dat in aanmerking komt voor de activiteiten."

**Art. 38.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

"Art. 12. De beslissingen tot erkenning of tot hernieuwing van vormingsoperatoren toegekend vóór de inwerkingtreding van dit decreet blijven uitwerking hebben na de inwerkingtreding van dit decreet en blijven onderworpen aan de bepalingen van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën tot 31 december 2014.

De oorspronkelijke erkenningsaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingediend zijn, blijven onderworpen aan de bepalingen van het voornoemde decreet van 3 februari 2005."

#### HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen van het talenplan

**Art. 39.** Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering, na een selectieprocedure, instrumenten voor het aanleren van één of meerdere vreemde talen waarvan minstens de landstalen via internet gratis ter beschikking stellen van elke burger woonachtig op het grondgebied van het Franse taalgebied.



**Art. 40.** § 1. De Regering kan jaarlijks en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, beurzen of incentives toekennen die geheel of gedeeltelijk de kosten dekken die inherent zijn aan een taalbeleving die zich kan vertalen in een leeropleiding in een onderwijs- of opleidingsinstelling of in een bedrijfsstage, gelegen in België of in het buitenland.

§ 2. Deze beurzen of incentives kunnen namelijk worden toegekend ten gunste van de volgende personen :

1° de niet-werkende werkzoekende ingeschreven bij de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) zoals bedoeld in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", en bij voorkeur de personen van minder dan dertig jaar, en die de noodzaak van een beroepsproject kunnen bewijzen;

2° de persoon die een onderwijstraject gegeven door een erkende onderwijsinstelling of erkend door de overheid beëindigd heeft en die tijdens het schooljaar dat rechtstreeks volgt op het einde van dit onderwijstraject, aan een taalbeleving deelneemt bij een openbare of private onderwijsinstelling, ingericht, erkend of gesubsidieerd door de overheid;

3° de persoon die deze taalbeleving opneemt tijdens of na afloop van een onderwijstraject gegeven door een openbare of private onderwijsinstelling, ingericht, erkend of gesubsidieerd door de overheid of een opleidingstraject gegeven door een erkende opleidingsinstelling die door de overheid erkend of gesubsidieerd is.

De Regering bepaalt de criteria om in aanmerking te komen en de toekenningsmodaliteiten van de beurzen en incentives.

Een evaluatieverslag met betrekking tot deze beurzen en incentives wordt uitgevoerd volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald door de Regering en wordt meegedeeld aan de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië).

**Art. 41.** Het bedrag van de beurzen en incentives wordt bepaald door de Regering en varieert naar gelang van de duur, de plaats van de taalstage en de globale kosten van de taalbeleving.

De duur van de stage mag niet minder dan een week en niet langer dan een jaar duren.

De taalstage wordt georganiseerd door een land dat volgens de Regering erkend is om diegene die in aanmerking komen voor beurzen of incentives te ontvangen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement 947 (2013-2014), nrs 1 tot 3.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 19 februari 2014.*

Bespreking.

Stemming

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

[C - 2014/24081]

### Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 26 februari 2014, wordt Mevr. Dominique Paulus aangeduid als directeur belast met het management van de werkprogramma's bij het Federaal Kenniscentrum voor de gezondheidszorg.

Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2014.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

[C - 2014/24081]

### Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 26 février 2014, Mme Dominique Paulus est désignée comme directeur chargé de la gestion du programme des études au sein du Centre fédéral d'expertise des soins de santé.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2014.